

### FOCUS

P-2  
L'ÉCOLOGIE CONCRÈTE DU  
MAIRE, TOUJOURS UN TRAIN  
DE RETARD

P-2  
C'EST GRÂCE À EUX

### MOUDENQUERIE

P-2  
ÎLOT DE FRAICHEUR

### ENQUÊTE

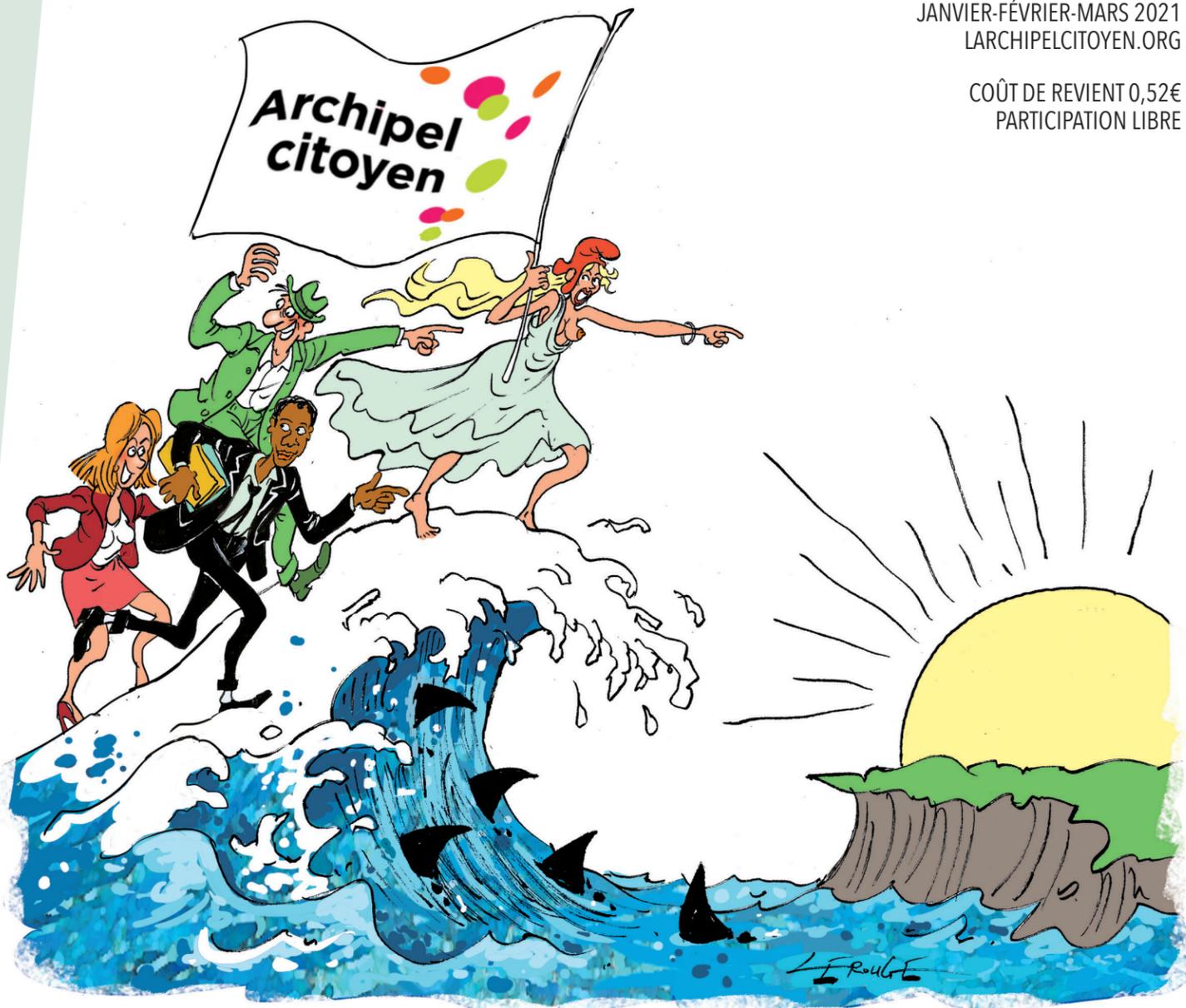
P-3  
UN TERRITOIRE ZÉRO  
CHÔMEUR, C'EST POSSIBLE ?

### JEUX

P-4  
LE QUIZ DES ÉLUS  
D'OPPOSITION

P-4  
FAIS DES MATHS AVEC MR LE  
MAIRE !

P-4  
LES MOTS CROISÉS



## EDITO

La défaite. Amère. Et puis la déception. Profonde, à la hauteur de l'énergie dépensée pour essayer de faire émerger une alternative politique à Toulouse. Et puis le vide. Comment repartir ? Que faire ? Où s'engager ? Avec qui ? Questionnements individuels et collectifs. Attendre la prochaine échéance ? Continuer ? Mais comment ?

Nous sommes entre deux. Entre deux élections. Entre deux vagues. Entre dehors et dedans. Entre deux mondes espérons-nous. Le moment est inédit et nous voilà désespérés entre peur de l'avenir et envie d'agir. Jamais les combats sociaux, écologiques et démocratiques n'ont semblé plus urgents. Jamais il n'a été aussi nécessaire de se rencontrer et d'échanger. Et pourtant nous voilà enfermés, comme assignés à résidence, contraints à ralentir, entravés dans notre

communication et nos déplacements. Il faudrait se remettre en mouvement tout en restant immobile, jouer collectif sans se réunir, discuter sans se voir. Injonctions contradictoires.

Revenir à l'essence de notre engagement : faire vivre la démocratie locale pour essayer d'imaginer une autre ville, avec humilité et détermination. Ce journal que vous tenez entre les mains est une proposition parmi d'autres pour continuer à faire ce qui nous plaît : aller sur le terrain pour informer et échanger. Parce qu'on ne peut pas se contenter de 3 mois de campagne électorale tous les 6 ans pour construire et porter une alternative. Prenez-le, lisez-le, partagez, réagissez, contribuez. Depuis nos îles respectives, continuons à bâtir de nouveaux ponts pour faire vivre notre archipel.



rchipel citoyen est une association dont le but est de redonner aux Toulousaines et Toulousains le pouvoir de transformer leur ville au travers de l'information, l'éducation populaire et les actions de terrain. Elle encourage dans le temps une culture de la démocratie vivante et favorise l'intelligence collective au service de la défense des valeurs humaines, sociales et environnementales.

Née en 2017, l'association a porté une liste mixte regroupant des personnes issues de la société civile et des membres d'organisations politiques aux élections municipales de 2020. Bien que ses 14 élus de l'opposition défendent ce programme et ces valeurs au sein de l'institution municipale, l'association n'est pas un parti et revendique son indépendance vis-à-vis des stratégies et contraintes politiques. Elle propose une coopération et garde une main tendue vers tous les collectifs qui poursuivent des objectifs similaires.

# L'ÉCOLOGIE CONCRÈTE DU MAIRE, TOUJOURS UN TRAIN DE RETARD

ALORS QUE JEAN-LUC MOUDENC ANNONÇAIT AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS VOULOIR ÊTRE LE MAIRE DE L'ÉCOLOGIE, QU'EN EST-IL CONCRÈTEMENT 6 MOIS APRÈS ?

Il l'a dit au lendemain des élections municipales 2020 : « Les résultats, ici ou ailleurs, montrent qu'il existe une angoisse des urbains sur le changement climatique. Cette angoisse demande que l'on aille plus loin en matière d'écologie. Je souhaite que l'action municipale réponde à cette attente, qui est une attente des grandes villes, fondée et utile... Je veux être le maire de l'écologie concrète et pas celle de l'idéologie. »

On a failli y croire puisqu'au premier conseil municipal, Jean-Luc Moudenc décide que l'écologie sera une politique publique pilotée en direct par lui-même, maire de Toulouse, à laquelle pas moins de sept délégations seront rattachées.

Mais ça va être un peu long...  
Il n'est pas prêt...

Au deuxième conseil municipal, alors que les élus d'opposition lui reprochent le peu

de délibérations à l'ordre du jour concernant l'écologie, voici ce que le maire leur rétorque : « Nous sommes dans un conseil municipal d'installation. Vouloir décider tout de suite, s'apparenterait à de l'improvisation. »

**LE SAVIEZ-VOUS ?  
JEAN-LUC  
MOUDENC SERA  
UN MAIRE  
ÉCOLOGISTE !**

Pour un maire qui en est à son troisième mandat, entendre que le conseil municipal est en « installation » nous laisse perplexe. Faut-il comprendre que son écologie concrète est de l'improvisation ?

Heureusement, il se sera rattrapé au conseil municipal suivant ! Arriva le troisième

conseil municipal le 8 octobre 2020. Sur 214 actes, 1 vœu sur "l'écologie" : « **VŒU DU CONSEIL MUNICIPAL DE TOULOUSE SOUTENANT L'INSTALLATION DE SAPINS DE NOËL NATURELS À TOULOUSE** »

Et quelques mesurées qui font leur petit effet pour la planète. Par exemple 210 m<sup>2</sup> en plus prêtés à une association de jardins partagés dans le quartier Château de l'Hers. Bien que la plupart des mesures concernant l'écologie soient prises au niveau de la métropole (Zone à Faible Emission, transports...), la municipalité aurait pu être force de propositions comme certaines grandes villes françaises.

Alors que va proposer au prochain conseil municipal notre maire vert :

- la plantation de 1 000 000 arbres comme l'a fait la métropole de Bordeaux ?
- la réduction de la pollution lumineuse par la baisse de l'éclairage public comme à Baziège et Mauléon ?
- la piétonnisation des abords des écoles comme à Lyon et Paris ?
- l'interdiction des terrasses chauffées comme à Rennes ?
- la création d'espaces partagés entre les vélos et piétons au bord du canal comme à Strasbourg ?

**AU BOULOT MONSIEUR LE MAIRE !!!**

## OBSERVATOIRE DE LA MOUDENQUERIE

ÎLOT DE FRAICHEUR, CANOPÉE URBAINE, COROLLE VÉGÉTALE OU FUMISTERIE ? DANS UNE VILLE QUI SE MINÉRALISE ON NOUS PROMET L'ARTIFICE QUI SE SUBSTITUERAIT À LA NATURE.

100 000 ce sont les arbres promis en 2030 par le maire en campagne. 18 000 ce sont ceux prétendument plantés lors de la précédente mandature... Un chiffre qui est revu à 4214 quand Médiacités en demande le compte. À moins que par arbre on évoque cette curieuse structure proposée sur les Ramblas ? Un arbre à micro-algues qui cache la forêt promise.



Les citoyennes et citoyens de notre ville, ont montré là encore leur solidarité, leur engagement, leur capacité à agir et à donner, là où les institutions publiques (Etat, Département ou Mairie) ne prennent pas assez leurs responsabilités.

L'association indépendante **2 PIEDS 2 ROUES** (2P2R) milite sur Toulouse et son agglomération depuis 1981 pour le développement du vélo au quotidien et depuis 2013 pour le développement de la marche en ville. En août 2020, alors que le port du masque devient obligatoire partout à Toulouse, y compris pour les joggeurs et les cyclistes, l'association demande au préfet de la Haute-Garonne, une dérogation pour ces derniers. Par le biais d'un courrier, dont les adhérents ont eu copie, elle explique au préfet que « comme l'affirme l'OMS, la réduction des capacités respiratoires

qu'occasionne le masque constitue une réelle gêne pour les usagers des modes actifs qui fournissent un effort physique pour se déplacer. Le masque peut même constituer un danger pour les cyclistes portant des lunettes en créant de la buée sur les verres de celles-ci et également que « les cyclistes respectent naturellement, sans que quiconque ait à leur rappeler, une distance de plusieurs mètres entre eux ». Grâce à ce courrier de 2P2R, les Toulousaines et Toulousains sont exemptés de port du masque lors de leurs déplacements en mode actif (vélo et jogging) sur la métropole toulousaine.

Site [www.2p2r.org](http://www.2p2r.org) >

Lors du 1er confinement, plusieurs associations et collectifs toulousains ont lancé **NOTRE SOLIDARITÉ N'EST PAS CONFINÉE**,



## C'EST GRÂCE À EUX !

UN REGARD VERS CES COLLECTIFS QUI, PAR LEURS INITIATIVES, NOUS ONT AIDÉ À MIEUX VIVRE LE CONFINEMENT.

une collecte solidaire en-dehors de tous les circuits institutionnels classiques. Jusqu'à 25 points de collecte se sont mis en place à Toulouse et dans ses environs (commerçants, associations, collectifs, lycées, squats, ateliers, particuliers...) pour recevoir les dons alimentaires et sanitaires des Toulousaines et Toulousains. Une cagnotte en ligne a également permis de recueillir plus de 57 000 euros, en réponse à l'appel soutenu par le CEDIS (Collectif d'Entraide et d'Innovation Sociale), le GPS (Groupement Pour la défense du travail Social), le Collectif Russell, Solidarity Union, le collectif autonomIE, Droit Au Logement 31, et bien d'autres encore.

Les dons étaient centralisés à La Chapelle, lieu d'expérimentation sociale, politique et artistique existant depuis 1993, pour y préparer ensuite des colis pour les plus précaires, les populations mal logées et isolées de la solidarité.

Suivant l'élan des dizaines de militantes et militants mobilisés, d'autres collectifs citoyens ont aussi vu le jour, notamment ceux tournés vers les étudiants, les Chibanis, et les personnes isolées.

Le collectif **#POUR EUX TOULOUSE**, voit le jour sur Facebook lors du premier confinement en mars 2020 (il existe également dans d'autres villes françaises). Durant les confinements, il est encore plus difficile pour les gens qui vivent dehors de se nourrir et de survivre. L'initiative de #PourEux Toulouse s'appuie sur les personnes qui cuisinent davantage en ces périodes confinées. Le

principe est simple et futé : « Compose un panier muni d'un repas, un peu d'hygiène et beaucoup d'amour. Poste le sur notre formulaire quand tu veux (après 18h, nos livreurs arrivent le lendemain !). Et alors derrière tu auras un livreur citoyen qui viendra l'agripper ! »

Les bénévoles qui livrent à vélo, sont appelés les "mollets cassoulets". Ainsi 14 083 repas ont été livrés aux sans-abris depuis le premier confinement par 142 cyclistes.

Facebook [#PourEux Toulouse](https://www.facebook.com/PourEuxToulouse) >



Les **PIAFS DE LA RUE**, association fondée par trois Toulousaines et Toulousains, a dû arrêter ses maraudes lors du premier confinement, ils ont eu l'idée d'une « boîte de l'entraide » pour permettre aux sans-abris « de continuer à profiter du système des maraudes différemment ». Les citoyennes et citoyens toulousains confectionnent une boîte étanche qui est à déposer dans la rue, si possible à l'abri des intempéries et à la vue de tous ; dans cette boîte, de la nourriture bien emballée, des produits d'hygiène, des vêtements, des couvertures.

Même si le lien social n'est plus physique, Alicia (co-fondatrice) assure qu'il est toujours existant : « nous leur montrons que nous savons qu'ils existent et que, quand tout sera fini, nous reviendrons vers eux. »

Site [Les Piafs de la Rue](https://www.lespiafsdelarue.org) >



# UN TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR, C'EST POSSIBLE ?

## COMMENT LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE EN COMMENÇANT PAR LA CATÉGORIE LA PLUS ÉLOIGNÉE DE L'EMPLOI : LES CHÔMEURS DE LONGUE DURÉE ?

En s'armant d'une idée simple : utiliser l'argent public consacré aux indemnités chômage et le transformer en salaire. L'initiative est loin d'être farfelue : initiée par ATD Quart Monde en 2016 avec 10 territoires expérimentaux, elle est depuis largement soutenue (Emmaüs, Secours Catholique) et va être étendue à 50 territoires supplémentaires en 2020. Elle est portée par le député Laurent Grandguillaume et l'ancien patron de la SNCF et d'EADS Louis Gallois. La démarche part d'un triple constat aussi pragmatique qu'économique : l'inemployabilité n'existe pas, le travail ne manque pas, c'est finançable car le manque d'emploi coûte plus cher que la production d'emploi.

### DES PROJETS ANCRÉS LOCALEMENT

Les projets sont portés par des collectifs motivés à lutter localement (zones de moins de 10 000 habitants) contre la précarité par le manque d'emploi.

### COMMENT ÇA MARCHE ?

Des chômeurs de longue durée sont embauchés en CDI (Contrat à Durée Indéterminée) sans condition ni sélection à la hauteur des besoins d'emploi locaux. Ils se voient confier un travail qui n'est pas rendu par les entreprises et collectivités locales.

### QU'EST-CE QUE LE COÛT DE PRIVATION DE L'EMPLOI ?

C'est ce que coûte à l'Etat le fait que des personnes soient privées d'emploi (43 milliards d'euros par an). Cela se traduit en « manque à gagner » d'impôts, en cotisations sociales et par des dépenses sociales, des dépenses liées à l'emploi et des coûts induits par la privation d'emploi (santé, logement, sécurité, protection de l'enfance).

### ÉCONOMIQUEMENT, ÇA TIENT LA ROUTE ?

Le financement d'emplois se fait en réinvestissant les coûts de privation de l'emploi et les bénéfices des entreprises à but d'emploi. L'expérimentation est en cours et les premiers résultats valident la pertinence économique du modèle qui s'avère bien plus efficace que les autres dispositifs d'aide au retour à l'emploi, c'est à dire deux fois moins coûteux que les exonérations de cotisations sociales et dix fois moins coûteux que le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) selon ATD Quart Monde.

### DES STRUCTURES RÉSILIENTES À LA CRISE DE LA COVID19

En raison de leur nature singulière, les Entreprises à But d'Emploi (EBE) ont été particulièrement impliquées, réactives et inventives – en particulier dans le contexte de crise Covid19. C'est ainsi, par exemple, qu'à Prémery, l'EBE s'est redéployée en mettant en place :

- Un service de livraison de courses pour éviter que les personnes les plus fragiles ne sortent trop de chez elles. Cela a mobilisé deux salariés pour les commandes, deux pour les achats et deux pour les livraisons.
- Un service téléphonique pour lutter contre l'isolement en relais de la Mairie. Deux salariés étaient joignables tous les jours.

- Un accueil périscolaire pour les enfants du personnel soignant.
- Enfin, la réouverture de l'atelier motoculture et la poursuite de l'activité de maraîchage, mobilisant sept salariés en tout, ont permis de continuer à proposer aux habitants des produits frais pendant le confinement.

### EN RÉSUMÉ

L'expérimentation Territoire Zéro Chômeur considère l'emploi comme un bien commun de première nécessité, elle constitue un vrai projet de société à l'échelle du territoire, voire même un laboratoire pour les emplois de demain. Elle cherche à repenser la société pour passer de l'assistance à la co-responsabilité.

Alors que la région s'enfonce dans la crise, il faut s'attendre à une augmentation du chômage dans les prochaines années à Toulouse. Ce dispositif, proposé par Archipel Citoyen pendant la campagne, est un outil local et concret pour tenter de répondre à la crise sociale et économique qui risque de toucher durement notre ville. Près d'ici, la mairie de Graulhet a candidaté à son expérimentation.

## LES ACTEURS

♦ **LA COLLECTIVITÉ** dépose le dossier de candidature d'un territoire à l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée.

♦ **LE COMITÉ LOCAL POUR L'EMPLOI** est composé de citoyens, d'associations, d'acteurs économiques locaux, de TPE/PME, de collectivités, d'élus, chômeurs. Il doit s'assurer que les emplois créés ne viennent pas concurrencer des activités économiques déjà établies sur le territoire.

♦ **LES ENTREPRISES À BUT D'EMPLOI** sont des associations ou des structures coopératives à but non lucratif. Elles mettent souvent en œuvre une gouvernance horizontale.

♦ **LES SALARIÉS** sont des chômeurs de longue durée volontaires. Ils sont embauchés en CDI à temps choisi et rémunérés au SMIC. On leur demande d'être polyvalents dans l'emploi qu'ils occupent.

## LE DÉBAT

**POUR** Le financement des emplois créés ne représente donc pas une dépense publique supplémentaire puisqu'il s'appuie sur le redéploiement de dépenses existantes.

■ Ce dispositif ne se limite pas à la question du revenu des chômeurs mais considère l'importance de l'emploi comme facteur d'épanouissement personnel et de lien social.

■ L'expérimentation territoire zéro chômeur offre l'opportunité aux territoires d'inventer de nouveaux emplois notamment dans le domaine de la transition écologique. C'est aussi un outil de résilience qui peut répondre rapidement à de nouveaux besoins en cas de crise.

■ En partant des compétences et des envies des chômeurs, cette approche augmente les chances de réussite du retour à l'emploi.

**CONTRE** □ Les économies pour la collectivité ne sont pas encore démontrées et restent complexes à évaluer.

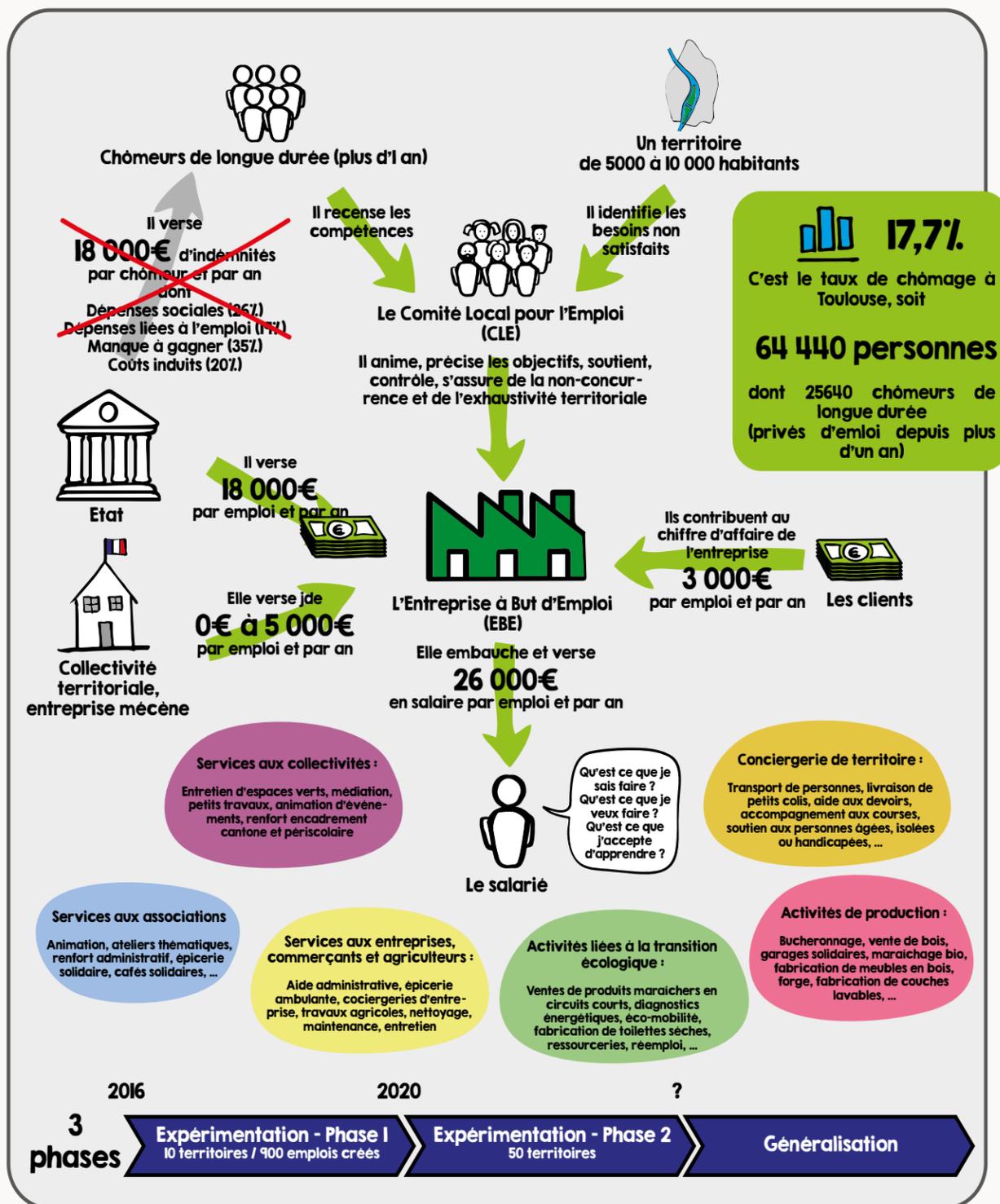
□ Le principe de non-concurrence avec les entreprises locales limite la performance économique des EBE. Par ailleurs, il y a un risque que les emplois créés fassent concurrence à l'emploi public (services des collectivités et structures d'insertion).

□ L'ambition d'embaucher tous les volontaires parmi les chômeurs de longue durée est un défi humain et organisationnel qui se heurte parfois à des difficultés d'intégration et à des tensions au sein des EBE.

□ Déployer le dispositif à l'échelle d'une ville comme Toulouse est un projet très ambitieux qui demandera du temps, de l'imagination, de l'énergie et une forte volonté politique.

## POUR ALLER PLUS LOIN

- Un site : [www.tzclld.fr](http://www.tzclld.fr)
- Un film : *Nouvelle cordée* de Marie-Monique Robin (2019, M2R films)
- Un livre : *Zéro Chômeur ! - Dix Territoires Relèvent Le Défi* de Claire Hédon, Didier Goubert et Daniel Le Guillou (2019, Editions de l'Atelier)
- Une vidéo : *A Mauléon, la fin du chômage de longue durée ?* (Brut) sur [www.youtube.com](http://www.youtube.com)



## QUELLES IDÉES AVEZ-VOUS DE LA FONCTION D'ÉLUS D'OPPOSITION ?

### LORS DES CONSEILS MUNICIPAUX, LES MEMBRES DE L'OPPOSITION N'ONT AUCUN POUVOIR ?

**VRAI** mais pas tout à fait...

**Les amendements** : l'opposition peut suggérer de nouvelles rédactions des délibérations proposées et la majorité doit les faire voter. C'est une façon de rendre lisible ce qui a pu être refusé en séance. La majorité peut les dénaturer en les modifiant, ou les refuser directement, ou, exceptionnellement les accepter.

**Les votes** : abstention, pour, contre. Même si leur vote n'a aucun impact du fait de la majorité écrasante, c'est

un affichage politique qui peut être ré-utilisé. Mais cela reste extrêmement démotivant pour les élu-e-s de savoir que leur vote n'a strictement aucune influence sur les délibérations.

**Les vœux** : ils sont envoyés à l'avance et examinés en séance, puis votés. C'est l'occasion pour l'opposition de mettre des sujets à l'ordre du jour comme la destruction du lieu des Toulousains et Toulousaines, le Bleu-bleu, alors que Gilbert Vivien, le responsable de la guinguette, n'était pas encore enterré.

### ON SE LA COULE DOUCE DANS L'OPPOSITION ?

**FAUX** La plupart des membres de l'opposition conservent leur travail à plein temps, auquel s'ajoutent leurs fonctions municipales qui impliquent la préparation des conseils municipaux et métropolitains. Mais aussi, un travail d'information et de formation autour des commissions dans lesquelles ils et elles siègent. Une élue a quantifié le temps de travail (élu et militance) à environ 25h par

semaine en ce début de mandat. On lui reposera la même question en milieu et fin de mandat. Certaines personnes ont désormais du mal à accepter leur manque de temps pour militer dans des associations.

**À savoir** : la loi oblige tout employeur à laisser un élu / une élue participer aux conseils (municipaux et métropolitains). Le temps libéré n'est pas rémunéré par celui-ci.

### QUEL LIEN ENTRE LES TOULOUSAINES, LES TOULOUSAINS ET LES MEMBRES DE L'OPPOSITION ?

Vous pouvez contacter l'équipe de l'opposition sur le site de la mairie de toulouse.

Accès page des élus sur le site [www.toulouse.fr](http://www.toulouse.fr) >



### LES HOMMES ET FEMMES POLITIQUES DE L'OPPOSITION AGISSENT POUR LA VILLE ?

**VRAI** Les membres de l'opposition sont tous au moins engagés sur une commission à la ville et à la Métropole. Ce qui leur permet de :

- + poser des questions pour améliorer leur compréhension des différents sujets traités. Cela facilite la transmission des informations auprès des collaborateurs et collaboratrices avant de faire passer ces informations aux militants et militantes.
- + d'interpeller le Maire et les services

sur le contenu des délibérations en leur demandant des amendements ou améliorations. Il est extrêmement rare que ces interpellations aboutissent. + de créer du lien avec les services. Bref, dans ces différents espaces, les personnes élues apportent un regard différent, elles posent des questions pour comprendre les multiples projets de délibérations. Et bien sûr, elles font des propositions.

### LES MEMBRES DE L'OPPOSITION REÇOIVENT DE LA COLLECTIVITÉ UN TÉLÉPHONE, UNE VOITURE DE FONCTION ET UN CHAUFFEUR, DES COLLABORATEURS, UNE ENVELOPPE POUR LES FRAIS DE BOUCHE...

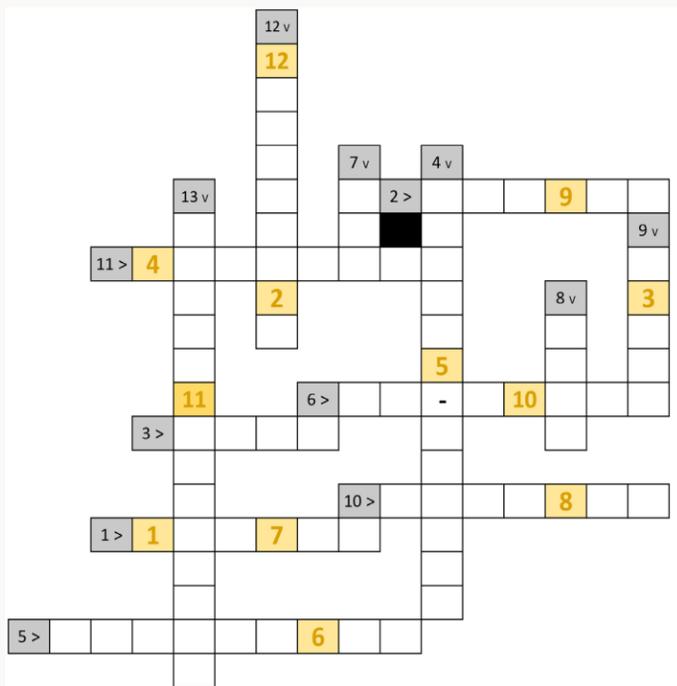
**FAUX** Le temps du mandat, tous les membres reçoivent une tablette et une adresse mail. De plus, les frais de parking pour se rendre aux commissions et aux conseils sont remboursés sur demande. Enfin, chaque conseiller municipal se voit attribuer une part de moyens financiers pour recruter des collaborateurs et financer des abonnements presse. En se constituant en groupe, ces moyens

peuvent se cumuler (c'est ainsi qu'il est possible de recruter des collaborateurs et collaboratrices. Cela n'est pas possible pour un membre non affilié à un groupe). Actuellement, il y a deux collaborateurs et une collaboratrice à la ville pour le groupe de l'opposition. De plus, des locaux sont fournis aux groupes : c'est le lieu de travail des collaborateurs et l'endroit où se tiennent les réunions des groupes.

### LES HOMMES ET FEMMES POLITIQUES VEULENT À TOUT PRIX ÊTRE MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL POUR GAGNER BEAUCOUP D'ARGENT.

**FAUX** Etre élu-e de l'opposition c'est gagner 300€/mois pour la municipalité et 900€/mois pour la métropole. Sachez que les femmes de la majorité municipale touchent 8% de moins que les hommes élus de la majorité. **À savoir** : ces indemnités bénéficient

d'un avantage fiscal et sont, dans les faits, quasiment non imposables. De plus, un système de retraite par capitalisation existe. La mairie ou la métropole abonde la même somme d'argent que celle déposée par les élus et élues chaque mois.



- 1- Notre nouveau vêtement préféré
- 2 - Qui sème un Tradescantia, récolte...
- 3 - Pas net
- 4 - Alternative à un plan
- 5 - Rébus:



- 6 - Lieu de soin toulousain considéré comme superflu et démantelé à la veille du 1er confinement
- 7 - Grand Projet Inutile (gratte-ciel, échangeur routier, centre commercial, etc)
- 8 - Il est d'arrestation, d'urgence ou policier
- 9 - Sport de combat, pratiqué par exemple durant des mouvements sociaux
- 10 - Ne sont ni d'Etat ni de marché
- 11 - Trop souvent prise unilatéralement par la municipalité sans prendre en compte l'avis des habitants
- 12 - Rejet violent. Par exemple de personnes d'un logement avant l'hiver
- 13 - Processus de rejet des classes populaires loin du centre-ville

--> **Le mot à reconstituer**: le grotesque décalage entre les dires et les actes de notre maire

## LE COIN DES MINOTS

### Fais des maths avec Monsieur le maire pour Noël !

1) Sachant qu'il faut 385 petits sapins pour constituer le sapin des Ramblas (!) et qu'un petit sapin met 5 ans à pousser, le maire affirme que son sapin est plus écolo qu'un sapin de 80 ans. Pour toi :

- a)  $385 \times 5 < 80$
- b)  $385 \times 5 > 80$

2) Combien faudrait-il de petits sapins pour fabriquer un sapin des Ramblas aussi « écologique » qu'un sapin de 80 ans ?

- a) 385
- b) 16

Monsieur le maire a choisi les réponses a) aux deux problèmes. Ferais-tu la même réponse à ton prof de maths ?



### Bombes à graines

Et si l'on fabriquait des « bombes à graines » pour régénéraliser l'espace urbain, sensibiliser les enfants à la nature en ville, découvrir ces plantes incongrues qui fleurissent la cité ?

Rien de plus simple...

Ingrédients : des graines glanées sur un espace en friche et de la terre argileuse.

Étaler la terre, mettre les graines au centre, refermer la terre pour former une boule. Puis, la lancer.

La « bombe » est un écosystème dans lequel les graines peuvent germer et se développer.

Et si le terme de bombe vous déplaît par sa connotation guerrière, vous le remplacerez par « étoile ». Des étoiles de graines que vous viendrez placer dans les interstices de nos revêtements urbains.



Réponses: 1- Masque | 2- Colère | 3- Flou | 4- Contre-projet | 5- Citoyenne | 6- La Grave | 7- GP | 8- Etat | 9- Lutte | 10- Commons | 11- Décision | 12- Expulsion | 13- Gentrification | Le mot à reconstituer: MOUDENQUERIE

Contactez-nous, donnez-nous votre avis, proposez des sujets ou des articles en nous écrivant à : [lepasteke@larchipelcitoyen.org](mailto:lepasteke@larchipelcitoyen.org)

Retrouvez notre version en ligne sur [larchipelcitoyen.org/lepasteke](http://larchipelcitoyen.org/lepasteke)



**Le Pastèque**  
Janvier, Février, Mars 2021  
Coût de revient 0,52€, participation libre

Directrice de la publication : Véronique André  
Equipe de rédaction : Bernal, Lisa, Loliv, Luciole, Maguy  
Mauve, Krim, Raf

Graphisme: SpH  
Editeur : Association, loi 1901, Archipel Citoyen, 3 rue Saint Just, 31500 Toulouse  
Imprimeur: Sergent Papers, 68 avenue de l'URSS, 31400 Toulouse  
Dépôt légal : en cours  
ISSN : en cours